

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 31**

Ajouter, à la fin de l'article 31 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« De plus, les membres du conseil d'administration doivent minimalement provenir de quatre régions sociosanitaires différentes. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à assurer une diversité dans la provenance des membres du conseil d'administration.

#### **Article 31 du projet de loi tel que modifié**

**31.** L'un des membres du conseil d'administration de Santé Québec, autre que le président de celui-ci et le président et chef de la direction, doit être nommé après consultation d'organismes représentatifs des membres des comités des usagers.

**De plus, les membres du conseil d'administration doivent minimalement provenir de quatre régions sociosanitaires différentes.**

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 37.1**

Insérer, après l'article 37 du projet de loi, le suivant :

« **37.1.** Une résolution du conseil d'administration de Santé Québec ne peut, sans l'approbation du ministre, instituer plus d'un d'établissement de Santé Québec dans une même région sociosanitaire.

Il en est de même de la résolution qui diminue le nombre de ces établissements dans une même région sociosanitaire.

Santé Québec requiert l'avis de tout conseil d'établissement de la région concernée sur l'augmentation ou la diminution du nombre d'établissements prévue par la résolution.

Lorsque Santé Québec soumet une résolution à l'approbation du ministre, elle lui communique tout avis obtenu en vertu du troisième alinéa. ».

### **Commentaire**

Cet amendement vise à soumettre à l'approbation du ministre les décisions du conseil d'administration de Santé Québec qui augmentent à plus de un le nombre de ses établissements dans une même région sociosanitaire ou qui diminuent le nombre de ces établissements dans une telle région.

Il permet également aux conseils d'établissement de la région concernée de se prononcer sur la question.

Comme la création d'une région sociosanitaire relève déjà du ministre en vertu de l'article 27 et qu'il doit déjà y avoir au moins un établissement territorial dans une telle région en vertu de l'article 37, l'amendement ne soumet pas à l'approbation du ministre la décision qui viserait à créer un tel établissement dans une telle nouvelle région.

L'amendement vise le nombre d'établissements dans une région pour éviter tout débat sémantique relatif aux fusions, intégrations, regroupements, scissions, subdivisions ou autre terme applicable aux unités administratives de Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 43.1**

Insérer, après l'article 43 du projet de loi, le suivant :

« **43.1.** Sous réserve du deuxième alinéa de l'article 43, le conseil d'administration doit déléguer à chaque conseil d'établissement ses fonctions et ses pouvoirs relatifs à l'enseignement, à la recherche et à l'innovation au sein de l'établissement.

Il doit également déléguer au président-directeur général de cet établissement, ses pouvoirs relatifs aux activités philanthropiques dont bénéficie cet établissement; le président-directeur général peut les sous-déléguer à un autre membre du personnel affecté à la réalisation de tâches au sein de l'établissement ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à déléguer expressément certains pouvoirs aux conseils d'établissement et aux présidents-directeurs-généraux des établissements.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 46**

Ajouter, à la fin du paragraphe 3° de l'article 46 du projet de loi, « de même que tout règlement que Santé Québec est habilitée à prendre ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à ajouter aux pouvoirs ne pouvant être délégués par le conseil d'administration de Santé Québec celui de la prise ou de la modification d'un règlement.

#### **Article 46 du projet de loi tel que modifié**

**46.** Le conseil d'administration de Santé Québec ne peut déléguer les pouvoirs suivants :

- 1° engager le crédit de Santé Québec;
- 2° instituer un établissement territorial ou autre que territorial, modifier son acte d'institution ou mettre fin à son existence;
- 3° prendre ou modifier le règlement intérieur de Santé Québec **de même que tout règlement que Santé Québec est habilitée à prendre en vertu de la présente loi;**
- 4° nommer des personnes qui exercent des responsabilités de direction sous l'autorité immédiate du président et chef de la direction.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 94**

À l'article 94 du projet de loi :

1° insérer, après le premier alinéa, le suivant :

« Elle doit de même affecter les revenus générés par les activités de recherche ou d'innovation d'un établissement à celui-ci. »;

2° remplacer, dans le deuxième alinéa, « cette fin » par « ces fins ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir que les revenus générés par les activités de recherche d'un établissement doivent être utilisés pour cet établissement.

#### **Article 94 tel que modifié**

**94.** Santé Québec doit affecter à l'un de ses établissements les dons, les legs et les autres contributions qu'elle reçoit et qui sont destinés à cet établissement par leurs contributeurs.

**Elle doit de même affecter les revenus générés par les activités de recherche ou d'innovation d'un établissement à celui-ci.**

À ~~cette fin~~ **ces fins**, elle tient une comptabilité distincte à l'égard des contributions qui sont de nature financière.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 94.1**

Insérer, après l'article 94 du projet de loi, le suivant :

« **94.1.** Sauf si le contributeur a manifesté une volonté contraire, Santé Québec doit confier l'administration de toute contribution de nature financière qu'elle reçoit et qui est destinée à l'un de ses établissements à une fondation de cet établissement, s'il en est, jusqu'à ce que le président-directeur général de l'établissement ou la personne qu'il désigne soit d'avis qu'il est possible d'en disposer conformément à son affectation.

La fondation agit à titre d'administrateur du bien d'autrui chargé de la pleine administration, sauf si Santé Québec ne la charge que de la simple administration.

Le premier alinéa ne s'applique pas lorsque, de l'avis de Santé Québec, des allégations de malversation ou d'autres motifs sérieux le justifient. ».

### **Commentaires**

Cet amendement propose d'introduire dans le projet de loi un article 94.1 qui prévoit les circonstances dans lesquelles Santé Québec est tenue de confier l'administration des contributions de nature financière qu'elle reçoit à une fondation de l'établissement auquel cette contribution est destinée.

L'article prévoit deux exceptions à cette obligation : lorsque le contributeur a manifesté la volonté que sa contribution ne soit pas confiée à la fondation ou lorsque des motifs sérieux, tels que des allégations de malversation, le justifient.

Enfin, vu le deuxième alinéa de l'article 43.1 précédemment introduit par amendement, les pouvoirs de Santé Québec prévus par l'article 94.1 seront exercés par le président-directeur général de l'établissement concerné.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 95**

Remplacer, dans l'article 95 du projet de loi, « elle doit déposer ou placer cette contribution » par « si elle ne confie pas cette contribution à une fondation d'un établissement conformément à l'article 94.1, elle doit la déposer ou la placer ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à apporter à l'article 95 du projet de loi une correction afin de préciser qu'il s'applique à la contribution qui n'a pas été confiée à une fondation en vertu de l'article 94.1.

#### **Article 95 du projet de loi tel que modifié**

**95.** Lorsque Santé Québec reçoit une contribution affectée par son contributeur soit à des fins particulières, soit afin de doter un établissement de Santé Québec d'un capital qui doit être préservé et dont seuls les revenus pourront être utilisés, **si elle ne confie pas cette contribution à une fondation d'un établissement conformément à l'article 94.1, elle doit la déposer ou la placer** ~~elle doit déposer ou placer cette contribution~~ conformément aux dispositions du Code civil relatives aux placements présumés sûrs, jusqu'à ce qu'elle en dispose conformément à son affectation.

## **AMENDEMENT**

**Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 96**

Retirer l'article 96 du projet de loi.

#### **Commentaires**

Cet amendement retire l'article 96 du projet de loi par concordance avec l'introduction de l'article 94.1.



## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 97**

À l'article 97 du projet de loi :

1° remplacer, dans ce qui précède le paragraphe 1°, « la fondation » par « une fondation »;

2° insérer, dans le sous-paragraphe c du paragraphe 2° et après « recherche », « et d'innovation ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise d'abord à remplacer, avant le mot « fondation », l'article défini « la » par l'article indéfini « une » afin de dissiper tout doute possible quant à la possibilité qu'il existe plusieurs fondations d'un établissement pour un même établissement.

Il vise ensuite à préciser que les activités d'innovation sont également visées.

#### **Article 97 du projet de loi tel que modifié**

**97.** Pour l'application de la présente loi, est considérée être **une fondation** ~~la fondation~~ d'un établissement la personne morale sans but lucratif qui remplit l'une des conditions suivantes :

1° elle a essentiellement pour objet de recueillir les contributions versées en faveur d'un établissement de Santé Québec nommément désigné dans son acte constitutif ou d'un autre établissement qui lui est substitué par le conseil d'administration de Santé Québec;

2° elle a principalement pour objet de recueillir des contributions au bénéfice de tout ou partie de la mission poursuivie par un tel établissement et devant être utilisées à l'une des fins suivantes :

a) l'achat, la construction, la rénovation, l'amélioration, l'agrandissement ou l'aménagement de biens immobiliers mis à la disposition de l'établissement;

- b) l'achat, l'installation, l'amélioration ou le remplacement de l'ameublement, de l'équipement ou de l'outillage mis à la disposition de l'établissement;
- c) les activités de recherche **et d'innovation** de l'établissement;
- d) l'amélioration de la qualité de vie des usagers de l'établissement;
- e) la formation et le développement des ressources humaines exerçant leurs activités au sein de l'établissement pour des besoins spécifiques.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 97.1**

Insérer, après l'article 97 du projet de loi, le suivant :

« **97.1.** La contribution affectée à un établissement en vertu de l'article 94 qu'a reçu Santé Québec d'une fondation de cet établissement, ne peut être réaffectée à une autre fin que celle pour laquelle elle a été reçue ou à un autre établissement sans l'autorisation de cette fondation. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir que les contributions reçues par Santé Québec d'une fondation demeurent affectées à l'établissement pour lequel elles étaient initialement destinées.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 98**

Ajouter, à la fin de l'article 98 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« Sauf si le contributeur a manifesté une volonté contraire, il en est de même des contributions suivantes :

1° la contribution provenant, même indirectement, du fonds consolidé du revenu;

2° la contribution versée par une personne ou un groupement dont les résultats sont consolidés dans les états financiers du gouvernement visés au paragraphe 1° de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière;

3° la contribution versée par un autre gouvernement au Canada que celui du Québec, par l'un de ses ministères, un de ses organismes gouvernementaux ou par un organisme public fédéral au sens donné à ces deux dernières expressions par la Loi sur le ministère du conseil exécutif;

4° la contribution est versée en vertu d'un acte conclu avant l'entrée en vigueur de l'article 94.1. ».

### **Commentaires**

Les paragraphes 1° à 3° du nouvel alinéa que propose cet amendement vise à ce que les sommes provenant du gouvernement du Québec, du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement au Canada ne soient pas obligatoirement versées à la fondation d'un établissement, à moins que le contributeur n'ait manifesté une volonté contraire.

Le paragraphe 4° vise le même objet pour les contributions versées en vertu d'un acte antérieur à la loi nouvelle parce qu'au moment où un tel acte a été formé, les dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux accordaient aux établissements la faculté de verser de telles contributions à une fondation mais ne les y obligeaient pas. Ainsi, on ne peut présumer du silence du contributeur que celui-ci souhaitait que sa contribution soit confiée à une fondation,

contrairement à la conclusion qui devrait être conclue en vertu de l'article 94.1 en cas de silence de l'acte.

**Article 98 du projet de loi tel que modifié**

**98.** À l'exception du premier alinéa de l'article 94, les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas à une subvention versée à Santé Québec en vertu de la section I.

**Sauf si le contributeur a manifesté une volonté contraire, il en est de même des contributions suivantes :**

**1° la contribution provenant, même indirectement, du fonds consolidé du revenu;**

**2° la contribution versée par une personne ou un groupement dont les résultats sont consolidés dans les états financiers du gouvernement visés au paragraphe 1° de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière;**

**3° la contribution versée par un autre gouvernement au Canada que celui du Québec, par l'un de ses ministères, un de ses organismes gouvernementaux ou par un organisme public fédéral au sens donné à ces deux dernières expressions par la Loi sur le ministère du conseil exécutif;**

**4° la contribution est versée en vertu d'un acte conclu avant l'entrée en vigueur de l'article 94.1.**

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 98.1**

Insérer, après l'article 98 du projet de loi, le suivant :

« **98.1.** Les dispositions de la présente section, autres que le deuxième alinéa de l'article 94.1, n'ont pas pour effet de restreindre ou de retirer les pouvoirs d'une fondation d'un établissement dans l'administration des dons, des legs et des autres contributions qu'elle reçoit. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à clarifier que la présente section du projet de loi ne s'applique pas aux contributions reçues par la fondation d'un établissement, mais à celles reçues par Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 107**

À l'article 107 du projet de loi :

1° remplacer, dans le paragraphe 1° du premier alinéa, « cinq » par « trois »;

2° remplacer le paragraphe 2° du premier alinéa par les paragraphes suivants :

« 2° six personnes ayant collectivement la compétence et l'expertise appropriées dans les domaines suivants :

- a) expertise dans les organismes communautaires;
- b) expertise dans le milieu des affaires;
- c) compétence en gouvernance, en performance, en gestion de la qualité ou en éthique;
- d) compétence en gestion des risques, en finance ou en comptabilité;
- e) compétence en ressources humaines;
- f) compétence en ressources immobilières ou informationnelles;

3° deux personnes représentant le milieu de l'enseignement et de la recherche;

4° deux personnes représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement. »;

3° ajouter, à la fin, les alinéas suivants :

« Dans le cas d'un établissement territorial, le conseil d'établissement comprend également au plus trois personnes provenant du milieu municipal du territoire desservi par l'établissement, sans excéder le nombre de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dont l'établissement est responsable.

Dans le cas d'un établissement autre que territorial, le conseil d'établissement comprend également deux personnes représentant des établissements territoriaux desservis par l'établissement. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à modifier la composition des conseils d'établissement et à prévoir des adaptations à la composition d'un tel conseil selon qu'il s'agisse du conseil d'établissement d'un établissement territorial ou d'un établissement autre que territorial.

#### **Article 107 du projet de loi tel que modifié**

**107.** Le conseil d'établissement est composé du président-directeur général et des personnes suivantes, nommées pour un mandat de quatre ans par le conseil d'administration de Santé Québec :

1° **trois** usagers de l'établissement;

~~2° une personne provenant de chacun des milieux suivants :~~

~~a) le milieu communautaire;~~

~~b) le milieu de l'enseignement et de la recherche;~~

~~c) le milieu des affaires;~~

~~d) le milieu municipal.~~

**2° six personnes ayant collectivement la compétence et l'expertise appropriées dans les domaines suivants :**

**a) expertise dans les organismes communautaires;**

**b) expertise dans le milieu des affaires;**

**c) compétence en gouvernance, en performance, en gestion de la qualité ou en éthique;**

**d) compétence en gestion des risques, en finance ou en comptabilité;**

**e) compétence en ressources humaines;**

**f) compétence en ressources immobilières ou informationnelles.**



**3° deux personnes représentant le milieu de l'enseignement et de la recherche;**

**4° deux personnes représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement.**

De plus, le conseil d'établissement comprend le président de la fondation de l'établissement ou, s'il existe plus d'une fondation, la personne désignée en vertu de l'article 109 ou, en l'absence d'une fondation, un usager additionnel.

**Dans le cas d'un établissement territorial, le conseil d'établissement comprend également au plus trois personnes provenant du milieu municipal du territoire desservi par l'établissement, sans excéder le nombre de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux dont l'établissement est responsable.**

**Dans le cas d'un établissement autre que territorial, le conseil d'établissement comprend également deux personnes représentant des établissements territoriaux desservis par l'établissement.**

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 107.1**

Insérer, après l'article 107 du projet de loi, le suivant :

« **107.1.** Le conseil d'administration de Santé Québec choisit les personnes qu'il nomme en vertu des paragraphes 1°, 3° et 4° du premier alinéa de l'article 107 et du troisième alinéa de cet article parmi les candidats énumérés dans les listes établies par le président-directeur général de l'établissement.

Malgré le paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 107, une personne qui, de l'avis du président-directeur général de l'établissement concerné, est en mesure de représenter les intérêts de l'ensemble des usagers peut être substituée à un usager, lorsque la spécialisation des services offerts par un établissement envers ses usagers rend difficilement applicable leur nomination comme membres du conseil d'établissement.

Le président-directeur général consulte le comité des usagers de l'établissement avant d'établir la liste de candidats parmi lesquels le conseil d'administration choisira les usagers qu'il nomme en vertu du paragraphe 1° de l'article 107.

Le règlement intérieur de Santé Québec peut prévoir les autres conditions et les autres modalités selon lesquelles sont établies les listes de candidats. ».

### **Commentaires**

Cet amendement précise les modalités entourant la nomination de certains membres du conseil d'établissement d'un établissement territorial ou d'un établissement autre que territorial.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 108**

Supprimer le deuxième alinéa de l'article 108 du projet de loi.

### **Commentaires**

Cet amendement vise est en concordance avec l'amendement à l'article 107 du projet de loi qui révisé la composition du conseil d'établissement notamment en retirant la notion de milieu et qui intègre plutôt l'approche des profils de compétence.

#### **Article 108 tel que modifié**

**108.** Lorsque le conseil d'administration de Santé Québec procède à la nomination d'un membre du conseil d'établissement, il doit tenir compte de la composition socioculturelle, ethnoculturelle, linguistique ou démographique de l'ensemble des usagers que cet établissement dessert. Il doit également s'assurer de la représentativité de la population des différentes parties du territoire desservi par cet établissement.

~~Plus particulièrement, avant de nommer une personne en vertu du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 107, le conseil d'administration de Santé Québec doit consulter les organismes qu'il considère représentatifs du milieu concerné.~~

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 109**

Supprimer, dans l'article 109 du projet de loi, « ou si le conseil d'administration de Santé Québec exerce ses fonctions à l'égard d'un ou de plusieurs établissements regroupés pour lesquels il existe une ou plusieurs fondations ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à retirer de l'article 109 les adaptations à la composition du conseil d'établissements pour tenir compte des fondations des établissements regroupés. Ce principe sera repris dans un prochain amendement qui sera proposé dans la section du projet de loi propre à ce type d'établissement.

#### **Article 109 tel que modifié**

**109.** Lorsqu'il existe plus d'une fondation pour un établissement de Santé Québec ~~ou si le conseil d'administration de Santé Québec exerce ses fonctions à l'égard d'un ou de plusieurs établissements regroupés pour lesquels il existe une ou plusieurs fondations~~, l'ensemble des fondations concernées désigne l'un des présidents de celles-ci pour agir comme membre du conseil d'établissement. Son mandat est d'une durée maximale de quatre ans.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 116.1**

Insérer, après l'article 116 du projet de loi, le suivant :

« **116.1.** Le conseil d'établissement établit les orientations stratégiques de l'établissement, s'assure de leur mise en application et s'enquiert de toute question qu'il juge importante relativement aux activités pour lesquelles les pouvoirs du conseil d'administration de Santé Québec lui ont été délégués en vertu de l'article 43.1.

Le conseil d'établissement peut, aux conditions et selon les modalités qu'il détermine, déléguer les pouvoirs qui lui sont délégués en vertu de l'article 43.1 au président-directeur général et lui permettre de les sous-déléguer à un autre membre du personnel affecté à la réalisation de tâches au sein de l'établissement. ».

### **Commentaires**

Cet amendement est inspiré de l'article 14 de la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État*. L'objectif est que le conseil d'établissement ait un rôle similaire à celui d'un conseil d'administration dans les matières qui lui sont déléguées en vertu de l'article 43.1, soit l'enseignement, la recherche et l'innovation.

De plus, il permet au conseil d'établissement de déléguer l'exercice des pouvoirs qui lui ont été délégués au président-directeur général et d'autoriser celui-ci à sous-déléguer ces mêmes pouvoirs.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 117**

Remplacer l'article 117 du projet de loi par le suivant :

« **117.** Le conseil d'établissement, outre les fonctions que lui confère la présente loi, peut donner son avis au président-directeur général sur tout sujet concernant les activités et la gouvernance de l'établissement dont les suivants :

1° l'organisation administrative, professionnelle et scientifique de l'établissement;

2° la prestation des services au sein de l'établissement notamment en ce qui concerne :

a) l'expérience vécue par les usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux offerts par l'établissement;

b) la gestion des plaintes;

c) les besoins sociosanitaires et les particularités des communautés composant la population desservie par l'établissement;

d) l'accessibilité des services de santé et des services sociaux;

3° les recommandations formulées par le comité consultatif visé à l'article 125;

4° le maintien et le développement de la culture organisationnelle de l'établissement;

5° la gestion des ressources dont dispose l'établissement.

Le conseil d'établissement peut également donner son avis au président-directeur général sur le mode de répartition interrégionale des ressources employé en application du premier alinéa de l'article 93.

Le conseil peut requérir du président-directeur général qu'il donne suite à un avis rendu sur un sujet visé au premier alinéa. Le président-directeur général doit communiquer au conseil les motifs de tout refus de donner suite à un tel avis. »

## **Commentaires**

Cet amendement vise à revoir les fonctions du conseil d'établissement considérant les modifications prévues par amendement à sa composition et l'introduction de l'article 43.1 au projet de loi prévoyant une délégation de pouvoirs envers le président-directeur général en certaines matières.

De plus, il élargit les sujets sur lesquels le conseil d'établissement peut donner son avis par la reformulation du premier alinéa. Il prévoit également de nouvelles illustrations de sujets sur lesquels ses avis peuvent porter c'est-à-dire l'accessibilité des services et le mode de répartition interrégionale des ressources.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 118**

Insérer, dans l'article 118 du projet de loi et après « l'établissement », « ainsi que toute autre relation qu'il juge nécessaire à l'exercice de ses fonctions ».

### **Commentaires**

Cet amendement apporte un changement en concordance avec l'amendement à l'article 117 du projet de loi modifiant les fonctions du conseil d'établissement.

#### **Article 118 tel que modifié**

**118.** Le conseil d'établissement maintient des relations avec les communautés composant la population desservie par l'établissement **ainsi que toute autre relation qu'il juge nécessaire à l'exercice de ses fonctions**. Au besoin, il procède à des consultations, sollicite des opinions et reçoit et entend les requêtes et les suggestions de personnes, d'organismes ou d'associations. Il peut aussi créer des sous-comités.



## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 119**

Remplacer, dans le deuxième alinéa de l'article 119 du projet de loi, « les nom, adresse et numéro de téléphone contenus au dossier d'un usager » par « le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et les autres coordonnées permettant de joindre un usager contenus à son dossier ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à permettre l'utilisation d'autres moyens de communications que le téléphone, tel que le courriel, pour joindre un usager pour la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des usagers et leur satisfaction à l'égard de la qualité des services offerts par l'établissement.

#### **Article 119 tel que modifié**

**119.** Le conseil d'établissement doit voir à l'évaluation annuelle de l'expérience vécue par les usagers à l'égard des services de santé et des services sociaux offerts par l'établissement de même que des besoins sociosanitaires des communautés composant la population desservie par l'établissement.

L'établissement peut utiliser **le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et les autres coordonnées permettant de joindre un usager contenus à son dossier** ~~les nom, adresse et numéro de téléphone contenus au dossier d'un usager~~ pour la réalisation de sondages ayant pour objet de connaître les attentes des usagers et leur satisfaction à l'égard de la qualité des services offerts par l'établissement.

Un usager peut, en tout temps, demander à l'établissement que les renseignements le concernant ne soient plus utilisés à une telle fin.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 119.1**

Insérer, après l'article 119 du projet de loi, le suivant :

« **119.1.** Le conseil d'établissement soumet chaque année à Santé Québec, dans la forme qu'elle détermine, un rapport portant sur l'exercice de ses fonctions et les avis qui en résultent. ».

### **Commentaires**

Cet article vise à prévoir la transmission par le conseil d'établissement d'un rapport de ses activités à Santé Québec.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 121**

Remplacer, dans le deuxième alinéa de l'article 121 du projet de loi, « coordonner » par « surveiller ».

### **Commentaires**

Le comité de vigilance et de la qualité relève du conseil d'établissement et celui-ci exerce un rôle consultatif, à la différence d'un conseil d'administration. Pour ce motif, l'amendement propose de remplacer la coordination de certaines activités dont est chargé ce comité par la surveillance de ces activités, puisque la surveillance – entendue comme l'observation attentive – n'implique pas l'exercice d'une forme d'autorité comme l'aurait laisser entendre le verbe « coordonner ».

#### **Article 121 du projet de loi tel que modifié**

**121.** Le comité de vigilance et de la qualité est responsable principalement d'assurer, auprès du conseil d'établissement, le suivi des recommandations suivantes :

1° les recommandations du commissaire aux plaintes et à la qualité des services relativement :

a) aux plaintes qui ont été formulées ou aux interventions qui ont été effectuées conformément aux dispositions de la présente loi;

b) aux signalements effectués dans le cadre de la politique de lutte contre la maltraitance adoptée en vertu de la Loi visant à lutter contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité (chapitre L-6.3);

2° les recommandations du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux relativement :

a) aux plaintes qui ont été formulées conformément aux dispositions de la Loi sur le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux (chapitre P-31.1);

b) aux interventions qui ont été effectuées conformément aux dispositions de cette loi.

Ce comité est également responsable de ~~coordonner~~ **surveiller** l'ensemble des activités des autres instances mises en place au sein de l'établissement pour exercer des responsabilités relatives à l'accessibilité aux services, à la pertinence, à la qualité, à la sécurité ou à l'efficacité des services rendus, au respect des droits des usagers ou au traitement de leurs plaintes et d'assurer le suivi des recommandations de ces instances.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 123**

Remplacer, dans le premier alinéa de l'article 123 du projet de loi, « paragraphe 1° » par « paragraphe 2° »

### **Commentaires**

Cet amendement apporte un changement en concordance avec l'amendement à l'article 117 du projet de loi modifiant les fonctions du conseil d'établissement. Le contenu qui était initialement au paragraphe 1° de l'article 117 du projet de loi a été déplacé au paragraphe 2° de cet article.

#### **Article 123 tel que modifié**

**123.** Le comité de vigilance et de la qualité veille à ce que le conseil d'établissement s'acquitte de façon efficace des fonctions qui lui sont confiées par le ~~paragraphe 1~~ **paragraphe 2**° du premier alinéa de l'article 117 et de toute autre fonction qu'il exerce, le cas échéant, relativement à la qualité des services.

[...]

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 145**

Remplacer l'article 145 du projet de loi par le suivant :

« **145.** Sous réserve de l'article 146, chaque comité des usagers et chaque comité de résidents détermine, avec l'approbation du comité national des usagers, sa composition.

La composition de tout nouveau comité est déterminée par le comité national des usagers en conformité avec l'article 146, jusqu'à ce que ce nouveau comité modifie cette composition en vertu du premier alinéa.

Un comité des usagers peut prévoir la formation en son sein de d'autres comités, la fusion ou la dissolution de comités existants.

Le comité national des usagers prévoit les règles selon lesquelles un comité est créé au sein d'un comité des usagers, de même que celles selon lesquelles ils peuvent être fusionnés ou dissouts. ».

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 150**

À l'article 150 du projet de loi :

1° insérer, après « d'activités », « au conseil d'établissement et »;

2° insérer, après « Tout », « comité formé au sein d'un comité des usagers, de même que tout »;

3° ajouter, à la fin, l'alinéa suivant :

« Le rapport du comité des usagers d'un établissement doit faire état des rapports obtenus, le cas échéant, des comités formés en son sein et des comités de résidents. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à prévoir que le rapport d'activités d'un comité des usagers est également transmis au conseil d'établissement et non seulement au comité national des usagers. Il vise également à ajouter qu'un comité formé au sein d'un comité des usagers doit lui aussi transmettre un rapport au comité des usagers duquel il relève.

#### **Texte modifié de l'article 150 du projet de loi**

**150.** Le comité des usagers d'un établissement soumet chaque année un rapport d'activités **au conseil d'établissement et** au comité national des usagers. Tout **comité formé au sein d'un comité des usagers, de même que tout** comité des résidents soumettent un tel rapport au comité des usagers duquel il relève.

**Le rapport du comité des usagers d'un établissement doit faire état des rapports obtenus, le cas échéant, des comités formés en son sein et des comités de résidents.**

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 283**

Ajouter, à la fin de l'article 283 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« Le règlement intérieur de Santé Québec, de même que le premier alinéa de l'article 44, les articles 56, 84 à 86, 94 à 98 et 143 à 151 s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à l'établissement regroupé. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à préciser que le règlement intérieur ainsi que certains articles applicables aux établissements de Santé Québec s'appliquent aux établissements regroupés. Ces articles visent la délégation de signature, le code d'éthique, les limites quant aux engagements financiers, les fondations et les comités d'usagers et de résidents.

#### **Article 283 tel que modifié**

**283.** Le conseil d'administration de Santé Québec administre les affaires des établissements regroupés et exerce à leur endroit, avec les adaptations nécessaires, tous les pouvoirs que Santé Québec a à l'égard de ses établissements, sous réserve des dispositions particulières du présent chapitre.

**Le règlement intérieur de Santé Québec, de même que le premier alinéa de l'article 44, les articles 56, 84 à 86, 94 à 98 et 143 à 151 s'appliquent également, avec les adaptations nécessaires, à l'établissement regroupé.**



## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 284**

Remplacer l'article 284 du projet de loi par le suivant :

« **284.** La structure organisationnelle d'un établissement regroupé est celle de l'établissement de Santé Québec auquel il est rattaché. Le président-directeur général de même que les dirigeants principaux de l'établissement de Santé Québec exercent, à l'égard de l'établissement regroupé, les mêmes fonctions et responsabilités que celles qu'ils exercent à l'égard de l'établissement de Santé Québec.

L'établissement de Santé Québec fournit à l'établissement regroupé le personnel et les autres ressources nécessaires à ses activités. De même, les médecins et les dentistes qui exercent leur profession au sein de l'établissement de Santé Québec sont autorisés à l'exercer, aux mêmes conditions, au sein de l'établissement regroupé et les contrats de services liant l'établissement de Santé Québec et une sage-femme lui permettent d'exercer sa profession, aux mêmes conditions, pour l'établissement regroupé.

De plus, tous les conseils, instances et comités de l'établissement de Santé Québec, à l'exception du comité des usagers visé à l'article 143 et, le cas échéant, du comité des résidents visé à cet article et du comité consultatif visé à l'article 125, exercent, à l'égard de l'établissement regroupé, les mêmes fonctions et responsabilités que celles qu'ils exercent à l'égard de l'établissement de Santé Québec. ».

### **Commentaires**

Cet amendement vise à préciser le rôle que joueront les différents intervenants de l'établissement de Santé Québec à l'égard de cet établissement. Ce rôle correspond à la pratique actuelle.

## **AMENDEMENT**

### **Projet de loi n° 15**

## **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **ARTICLE 284.1**

Insérer, après l'article 284 du projet de loi, le suivant :

« **284.1.** Malgré le deuxième alinéa de l'article 107, le conseil d'établissement de l'établissement de Santé Québec auquel est rattaché un établissement regroupé comprend, selon le cas, le président de la fondation de l'établissement de Santé Québec ou de l'établissement regroupé ou, s'il existe plus d'une fondation, la personne désignée en vertu du deuxième alinéa ou, en l'absence d'une fondation, un usager de plus que ceux visé au paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 107.

Lorsque plus d'une fondation existe pour un établissement regroupé et pour l'établissement de Santé Québec auquel il est rattaché, l'ensemble des fondations concernées désigne l'un des présidents de celles-ci pour agir comme membre du conseil d'établissement de l'établissement de Santé Québec. Son mandat est d'une durée maximale de quatre ans. ».

### **Commentaires**

Le présent amendement précise les adaptations à la composition du conseil d'établissement pour tenir compte des fondations des établissements regroupés.

## **AMENDEMENT**

**Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **ARTICLE 360**

Retirer l'article 360 du projet de loi.

#### **Commentaires**

Cet amendement vise à retirer cet article en concordance avec la révision de la composition des conseils d'établissement réalisée par amendement.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 485**

Insérer, après le paragraphe 7° du troisième alinéa de l'article 485 du projet de loi, le paragraphe suivant :

« 7.1° d'un centre de santé et de services sociaux ou d'un centre d'hébergement autochtone, situé dans une réserve, offrant des services communautaires locaux ou des services d'hébergement et de soins de longue durée qui sont financés par le gouvernement fédéral; ».

#### **Article 485 tel que modifié**

**485.** Une autorisation de Santé Québec permettant l'exploitation d'un établissement privé est requise pour exploiter une entreprise qui consiste à offrir à une clientèle un ensemble de services comparable à l'un de ceux pouvant être offerts par un établissement public, lorsque tout ou partie de ces services doivent être fournis par un médecin, une infirmière praticienne spécialisée ou tout autre professionnel de la santé ou des services sociaux déterminé par règlement de Santé Québec.

Un règlement de Santé Québec détermine et classe les ensembles de services comparables à ceux qu'offrent les établissements publics. À cette fin, elle considère notamment, outre la nature même des services, leur importance eu égard à l'étendue de ceux qui seraient normalement fournis par un établissement public à des usagers présentant les mêmes caractéristiques que celles de la clientèle à laquelle est destinée l'offre de services de l'entreprise.

Le présent article ne s'applique pas à l'exploitation d'une entreprise visée à l'un des articles 481 à 484 ou à l'article 486. En outre, il ne s'applique pas à l'exploitation :

- 1° d'une ressource intermédiaire ou de type familial;
- 2° d'un organisme communautaire qui bénéficie d'une allocation financière en application de l'article 435;
- 3° d'un cabinet privé de professionnel;

4° d'un laboratoire visé par la Loi sur les laboratoires médicaux et sur la conservation des organes et des tissus;

5° d'un centre de procréation assistée visé par la Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée (chapitre A-5.01);

6° d'une institution religieuse ou d'un établissement d'enseignement qui exploite une infirmerie où il reçoit les membres de son personnel ou ses élèves;

7° d'une institution religieuse qui maintient une installation d'hébergement et de soins de longue durée pour y recevoir ses membres ou ses adhérents pourvu que le nombre d'adhérents n'excède pas 20;

**7.1° d'un centre de santé et de services sociaux ou d'un centre d'hébergement autochtone, situé dans une réserve, offrant des services communautaires locaux ou des services d'hébergement et de soins de longue durée qui sont financés par le gouvernement fédéral;**

8° de toute autre entreprise dotée des caractéristiques déterminées par un règlement de Santé Québec.

### **Commentaires**

Actuellement, il n'est pas possible pour les professionnels de ces centres d'obtenir des accès au Dossier Santé Québec puisque ces centres, au vu de leurs activités, devraient entrer dans la catégorie des établissements de santé et de services sociaux. Or, ils n'en sont pas puisqu'ils n'ont pas de permis. En créant une exemption à l'obligation d'avoir une autorisation de Santé Québec pour exploiter un établissement, une nouvelle catégorie est créée à laquelle la *Loi concernant le partage de certains renseignements de santé* ainsi que la Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux pourront référer pour autoriser de nouveaux accès, et ce, par voie réglementaire.

## AMENDEMENT

### Projet de loi n° 15

## LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE

### **ARTICLE 1094**

Insérer, à la fin de l'article 1094 du projet de loi, l'alinéa suivant :

« De plus, les comités des usagers dont l'existence a été maintenue en application de l'article 203 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales continuent d'exister après la fusion comme s'ils avaient été formés au sein du comité des usagers de l'établissement fusionnant concerné en vertu du deuxième alinéa de l'article 145. ».

#### **Article 1094 tel que modifié**

**1094.** Les comités des usagers et les comités des résidents qui, la veille du jour de la fusion, étaient institués pour un établissement fusionnant continuent d'exister après la fusion comme s'ils avaient été institués pour un établissement fusionné en vertu, respectivement, des articles 143 et 144 et ils exercent, avec les adaptations nécessaires, les responsabilités que la présente loi leur confère jusqu'à ce que de nouveaux comités soient institués.

Les comités des usagers et les comités des résidents mentionnés au premier alinéa sont ceux qui ont été institués en application de l'article 209 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

**De plus, les comités des usagers dont l'existence a été maintenue en application de l'article 203 de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales continuent d'exister après la fusion comme s'ils avaient été formés au sein du comité des usagers de l'établissement fusionnant concerné en vertu du deuxième alinéa de l'article 145.**

## **AMENDEMENT**

**Projet de loi n° 15**

### **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

#### **Amendement omnibus**

Remplacer, dans l'ensemble du présent projet de loi, « directeur médical » par « directeur médical et des services professionnels » partout où cela se trouve, sauf dans les expressions « directeur médical de médecine familiale », « directeur médical de médecine spécialisée », « directeur médical national » et « directeur médical régional ».

#### **Commentaires**

Cet amendement vise à ce que le titre des actuels directeurs des services professionnels devienne celui de directeur médical et des services professionnels et non seulement directeur médical.

## **AMENDEMENT**

## **Projet de loi n° 15**

# **LOI VISANT À RENDRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PLUS EFFICACE**

### **Amendement omnibus**

Remplacer, dans l'ensemble du présent projet de loi, « conseil d'établissement » par « conseil d'administration d'établissement » partout où cela se trouve.

### **Commentaires**

Cet amendement vise à ce que le titre actuel de conseil d'établissement devienne celui de conseil d'administration d'établissement.